

Arrêté.

*Le Ministre
de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,*

*Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments
historiques; et le décret du 18 mars 1924 déterminant les
conditions d'application de ladite loi;*

*Vu l'avis de la Commission des Monuments historiques
en date du 15 Mai 1926*

*Vu la délibération du Conseil Municipal des
Andelys en date du 19 Novembre 1927*

Arrête :

Article premier.

*La parcelle de terrain inscrite au cadastre
de la Commune des Andelys (Eure) sous le n° 44 P, ap-
partenant à la commune et avoisinant les ruines classées
du château Gaillard,*

est classée parmi les monuments historiques.

Art. 2.

Le présent arrêté sera transcrit au bureau
des hypothèques de la situation de l'immunité
classe.

Art. 3.

Il sera notifié au Préfet du département
de 1'EURE

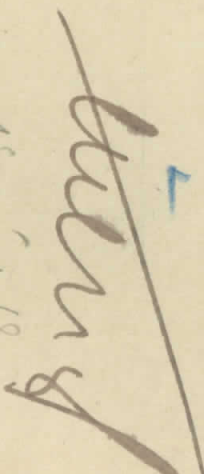
et au Maire de la commune de sa Andelys
propriétaire,

qui

seront responsables, chacun en ce qui le concerne,
de son exécution.

Fait à Paris, le 21 JAN 1928

192


Signé : Edmond Hervé

DÉCRET.

Le Président de la République Française,

*Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*

Vu l'avis émis par la Commission des Monuments
Historiques le 15 Mai 1926 et tendant au classement
des parcelles de terrain avoisinant le château Gaillard,
édifice classé, aux Andelys (Eure);

Vu le refus de consentir au classement de M.
ALEXANDRE, propriétaire de la parcelle 44 p., en date
du 17 Décembre 1926;

Vu les autres pièces produites et jointes au dos-
sier;

Vu la loi du 31 Décembre 1913^{et} notamment l'article 5;

Vu le décret du 13 Mars 1924;

La Section de l'Intérieur, de l'Instruction Publique
et des Beaux-Arts du Conseil d'Etat entendue;

D É C R È T E

Article premier

La parcelle de terrain inscrite au cadastre de la
commune des Andelys (Eure) sous le n° 44 p., appartenant
à M. ALEXANDRE (Georges) et avoisinant le Château Gaillard
édifice classé, est classée parmi les Monuments Histori-
ques.

.....

Décret classant parmi les Monuments Historiques la
parcelle de terrain n° 44 P. avoisinant le Château Gaillard
aux Andelys (Eure).

Article 2.

Le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts
est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le

12 Avril 1927.

Par le Président de la République:
Le Ministre de l'Instruction Publique
et des Beaux-Arts,

Gaston DOUMERGUE

Edouard

HERRIOT

MINISTÈRE
DE
L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS.

DIRECTION
DES BEAUX-ARTS.
MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Arrêté.

Le Ministre
de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments
historiques; et le décret du 18 Mars 1924 déterminant
les conditions d'application de la dite loi;

Vu l'avis de la Commission des Monuments historiques
en date du 15 Mai 1926;

Vu la lettre du 28 février 1927 par laquelle
M. Lucien LOISEL déclare consentir au classement en
son nom et au nom de M. LACHAUD, co-propriétaire.

Arrête :

Article premier.

La parcelle de terrain inscrite au cadastre de la
Commune des ANDELYS (Eure) sous le n° 44 P. section G
et une bande de terrain d'une largeur de trente mètres
prise sur les parcelles 45, 46, 47, 72, 74, 79 et con-
tiguë du côté nord aux parcelles 43 et 44, la dite
parcelle 44 p. et la dite bande de terrain avoisinant
le château Gaillard, édifice classé,

sont classées parmi les monuments historiques.

Art. 2.

Le présent arrêté sera transcrit au bureau
des hypothèques de la situation des immeubles
classés.

Art. 3.

Il sera notifié au Préfet du département
de l'Eure,

~~et~~ au Maire de la commune d'Andelys et

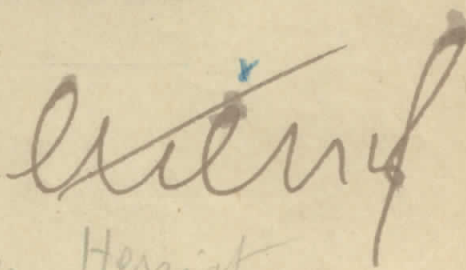
à MM. LOISEL et LACHAUD, domiciliés aux Andelys,

qui

seront responsables, chacun en ce qui le concerne,
de son exécution.

Fait à Paris, le 12 Avril

1927.


Edmond Herriot

J
MINISTÈRE

DE

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

ET DES BEAUX-ARTS.

DIRECTION

DES BEAUX-ARTS.

MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Arrêté.

Le Ministre

de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

*Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments
historiques; et le décret du 18 mars 1924 déterminant
les conditions d'application de la dite loi;*

*Vu l'avis de la Commission des Monuments historiques
en date du 15 Mai 1926;*

*Vu la délibération du Conseil Municipal des
Andelys en date du 24 Juillet 1926;*

Arrête :

Article premier.

*La parcelle de terrain inscrite au cadas-
tre de la commune des Andelys (Eure) sous le n° 43
et contenant les ruines classées du Château Gaillard*

est classé e parmi les monuments historiques.

Art. 2.

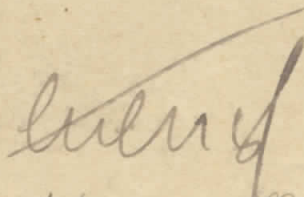
Le présent arrêté sera transcrit au bureau
des hypothèques de la situation de l'immeuble
classé.

Art. 3.

Il sera notifié au Préfet du département
d.e l'Eure,
et au Maire de la commune des Andelys,
propriétaire,

qui
seront responsables, chacun en ce qui le concerne,
de son exécution.

Fait à Paris, le 23 octobre 1926


Signé: Edouard Henriot

DÉCRET.

BEAUX-ARTS.

Le Président de la République Française,

*Sur le rapport du . Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*

Vu l'avis émis par la Commission des Monuments Historiques dans sa séance du 15 Mai 1926 et tendant au classement des parcelles de terrain avoisinant les ruines du Château GAILLARD, aux Andelys, classées parmi les Monuments Historiques;

Vu la lettre en date du 8 juin 1926 par laquelle le Directeur de la Société "La Laiterie des Fermiers Réunis" propriétaire des parcelles inscrites au cadastre sous les N^{os} 33, 34 et 41 p., refuse de consentir au classement de ces parcelles;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu la loi du 31 Décembre 1913 et notamment l'article 5;

Vu le décret du 18 Mars 1924;

La Section de l'Intérieur, de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts du Conseil d'Etat entendue,

D E C R E T E :

Article premier.

Les parcelles de terrain inscrites au cadastre de la commune des Andelys (Eure) sous les Numéros 33, 34 et 41 p, appartenant à la Société "La Laiterie des Fermiers Réunis"

/....

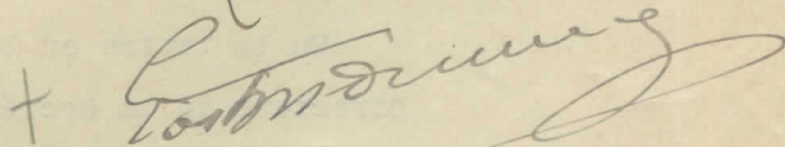
Décret classant parmi les monuments Historiques
les parcelles de terrain inscrites au cadastre de la Commune
des Andelys (Eure) sous les numéros 33, 34 et 41.

dont le Siège est à Paris, 44 Rue Louis Blanc et avoisinant
les ruines classées du Château Gaillard, sont classées parmi
les Monuments Historiques.

Article 2.

Le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts
est chargé de l'exécution du présent décret.

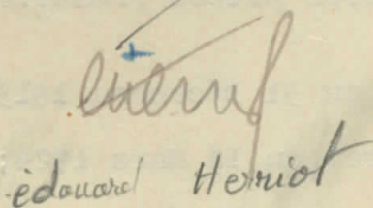
Fait à Rambouillet, le 22 Août 1926

+ 

Gaston DOUMERGUE

Par le Président de la République:

Le Ministre de l'Instruction
Publique et des Beaux-Arts,


Edouard HENRIOT

Le Président de la République Française,

*Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*

Vu l'avis émis par la Commission des Monuments Historiques dans sa séance du 15 mai 1926 et tendant au classement des parcelles de terrain avoisinant les ruines du Château GAILLARD, aux Andelys, classées parmi les Monuments Historiques;

Vu la lettre en date du 27 Mai 1926 par laquelle M. LAFAY refuse en son nom et au nom de M. PAPILLON et de Mme Veuve FONTAINE, propriétaires de la parcelle inscrite au cadastre sous le n° 41 p., de consentir au classement de cette parcelle;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;
Vu la loi du 31 Décembre 1913 et notamment l'article 5;

Vu le décret du 18 Mars 1924;

La Section de l'Intérieur, de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts du Conseil d'Etat entendue,

D E C R E T E :

Article premier.

La parcelle de terrain inscrite au cadastre de la commune des Andelys (Eure) sous le N° 41 p., appartenant à MM. Claude LAFAY et André PAPILLON et à Mme Vve Ernest FONTAINE et avoisinant les ruines classées du Château

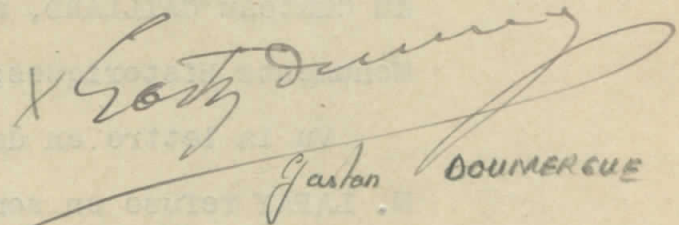
Décret classant parmi les monuments historiques la
parcelle de terrain inscrite au cadastre de la Commune
des Ondelys (Eure) sous le n° 41.

GAILLARD, est classée parmi les Monuments Historiques.

Article 2.


Le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts
est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 24 Août 1926.


Gaston DOUMERGUE

Par le Président de la République;

Le Ministre de l'Instruction
Publique et des Beaux-Arts,


Edouard HERRIOT.